

INSTITUTION DE LA HAUTE COUR DE L'ETAT

La gêne de Taïeb Belaïz

Le ministre de la Justice a refusé, hier, de se prononcer sur l'institution de la Haute Cour d'Etat, seule juridiction apte à juger le président de la République et le Premier ministre pour des faits commis lors de l'exercice de leurs fonctions.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le processus de réformes politiques engagé ces derniers mois par Abdelaziz Bouteflika permettra-t-il l'institution de la Haute Cour de l'Etat ?

La question a été posée hier au ministre de la Justice, garde des Sceaux, en marge d'une séance plénière du Conseil de la nation.

Visiblement gêné, Taïeb Belaïz a eu la réponse suivante : «Toutes les lois organiques inscrites dans la Constitution finiront par être promulguées. Il est nécessaire que ces textes soient promulgués. Toutefois, cela doit se faire par étape.»

Le ministre n'en dira pas plus. Mais il est clair qu'au sein du département de la justice, l'élaboration d'une loi relative à l'institution, la composition, l'organisation et le fonction-

nement d'une juridiction aussi «sensible» ne revêt pas un caractère d'urgence. Pourtant, la Haute Cour de l'Etat est inscrite dans la Constitution de 1996.

«Il est institué une Haute Cour de l'Etat pour connaître des actes pouvant être qualifiés de haute trahison du président de la République et des crimes et des délits du Premier ministre commis dans l'exercice de leurs fonctions. La composition, l'organisation et le fonctionnement de la Haute Cour de l'Etat ainsi que les procédures applicables sont fixés par une loi organique», stipule l'article 158 de la Constitution du 28 novembre 1996.

Quinze années après, le pouvoir ne semble toujours pas disposé à promulguer cette loi organique. Par contre, il a eu largement le temps d'amender une large bat-



Taïeb Belaïz, ministre de la Justice, garde des Sceaux.

terie de textes de lois pour ment le cas des lois organiques relatives aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement de la Cour suprême et du Conseil d'Etat que Taïeb

Belaïz a présentées, hier, devant les membres du Conseil de la nation. Le premier texte ne comporte aucun changement notable.

En effet, la loi initiale a été modifiée en loi organique comme l'exige la Constitution de 1996. La loi organique relative au Conseil d'Etat a connu, pour sa part, plusieurs modifications. Celles-ci portent notamment sur un réaménagement des dispositions relatives aux compétences consultatives du Conseil de la nation en matière législative.

Les débats autour de ces deux textes de lois ont été très limités. Ils seront adoptés demain en séance plénière.

T. H.

LA JUSTICE RENVOIE LE PROCÈS DE ACHOUR ABDERRAHMANE

Le prévenu passait son bac pour la troisième fois

Le procès de Achour Abderrahmane, l'homme d'affaires impliqué et condamné en 2009 dans l'affaire de la BNA, prévu hier à la cour d'Alger, est renvoyé au 11 juillet prochain. La raison ? Le mis en cause fait partie des milliers de candidats à l'examen du baccalauréat.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Il est à rappeler que c'est pour la troisième année consécutive que Achour Abderrahmane postule à l'examen du baccalauréat. En 2009, l'ex-homme d'affaires avait décroché, selon ses proches, «haut la main l'examen du baccalauréat».

Reconnu coupable et déjà condamné par le tribunal criminel près la cour d'Alger à 18 ans de réclusion pour dilapidation de

fonds bancaires, Achour Abderrahmane devait répondre hier devant la même juridiction des chefs d'inculpation liés à la fraude fiscale. Selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, ladite fraude fiscale est évaluée à plus de 53 milliards de dinars, alors que pour l'affaire pour laquelle l'inculpé a déjà été condamné en 2009, le préjudice s'élevait à 21 milliards de dinars au détriment de la Banque nationale d'Algérie (BNA).

Toujours selon l'arrêt de renvoi, l'affaire de fraude fiscale a été découverte lorsque la sous-direction du contrôle relevant de la Direction des grandes entreprises (DGE) avait décidé l'ouverture d'une enquête sur la société National A+ d'Achour Abderrahmane, dirigée par le judiciaire, en demandant les documents comptables de cette société. Le séquestre judiciaire avait affirmé aux enquêteurs que la société ne possédait pas de documents comptables. Ces derniers ont reconstitué le chiffre d'affaires de la société à plus de 53 milliards de dinars, sur la base de son compte, après l'obtention de tous

les mouvements de ses comptes bancaires ouverts auprès de la Banque nationale d'Algérie (BNA), de l'ABC Banque, d'El-Khalifa Banque et de Rayan Banque-Algérie.

Achour Abderrahmane, originaire de la localité de Koléa, a été cité dans plusieurs affaires et condamné dans plusieurs procès dont le dernier en date remonte à mai 2011.

La dernière condamnation est liée à l'affaire où sont poursuivis des ex-responsables de la police exerçant au niveau de la Sûreté de wilaya d'Alger. Achour Abderrahmane a été condamné à huit années de prison ferme.

A. B.

ILS DEMANDENT À SIDI SAÏD DE PORTER LEURS DOLÉANCES À OUYAHIA

15 000 dockers mettent en demeure la Sogesport

Prévue pour demain, la démonstration de force des travailleurs des ports est reportée sous quinzaine, a-t-on appris hier auprès de la Fédération nationale des travailleurs des ports affiliée à l'UGTA. Réunie hier en session extraordinaire, la CEF de la fédération a demandé au SG de l'UGTA «d'user de son influence pour le règlement des problèmes soulevés par les travailleurs du secteur».

La colère des représentants des 15 000 dockers était visible, hier, lors de la réunion des membres de la commission exécutive fédérale (CEF) de la Fédération nationale des travailleurs des ports au siège de la Centrale syndicale.

En présence du premier responsable de l'UGTA, M. Abdelmadjid

Sidi Saïd, les cadres syndicaux des onze ports commerciaux d'Algérie ont décidé, à l'unanimité, de surseoir à la grève générale prévue pour demain.

«Nous avons longuement discuté avec le secrétaire général sur l'importance de notre action et par voie de conséquence, nous avons jugé utile de reporter notre grève, en permettant au camarade Sidi Saïd d'engager les actions et démarches à même de régler nos problèmes et donner suite à notre plateforme de revendications. Nous saisissons cette opportunité pour rendre hommage au secrétaire général de notre organisation pour les efforts déployés pour le règlement des problèmes posés», a expliqué M. Meliani, membre du bureau de la Fédération des travailleurs des ports.

Pour rappel, les représentants des travailleurs des 15 000 dockers

ont mis en demeure la SGP Sogesport à donner suite à leurs revendications. Il s'agit notamment de «la réactivation de la convention de branche à la lumière des changements intervenus dans le secteur du transport maritime, la révision des salaires des 15 000 dockers, la permanence des 2 000 contractuels etc.».

Il est à noter que la décision d'opter pour une grève générale fait suite à l'échec des négociations entre les deux parties lors de la réunion du 07 juin dernier.

Lors de la réunion qu'elle a tenue le 29 mai dernier à Ghazaouet, la Fédération des travailleurs des ports ont transmis une plateforme de revendications à la SGP-Sogesport dans laquelle, elle plaide «la légitimité des revendications», selon les dires du secrétaire général de la fédération, M. Driss.

Abder B.

PROCÈS EN APPEL DES CADRES DU PORT D'ALGER

Le verdict attendu pour le 15 juin

Le verdict du procès en appel de l'affaire des ex-cadres de l'Epal (Entreprise portuaire d'Alger) est attendu pour le 15 du mois en cours, avait annoncé le président du tribunal correctionnel de la cour d'Alger. Tard dans la soirée de dimanche dernier, le parquet avait requis la peine maximale contre les mis en cause, soit dix années de prison ferme.

Lors de leurs auditions, les prévenus ont nié en bloc toutes les accusations portées contre eux. Pour rappel, les prévenus étaient poursuivis pour «association de malfaiteurs, conclusion d'un contrat en violation des dispositions de la loi et de la réglementation et octroi d'avantages injustifiés à autrui».

Bourouai Abdelhak et Farrah Ali avaient été condamnés le 27 avril dernier respectivement à 6 ans et 4 ans de prison ferme par le tribunal de première instance de Sidi M'hamed (Alger).

La présidente du tribunal de Sidi M'hamed avait également prononcé une peine de 6 ans de prison ferme contre Zarzaihi Abdelmajid, ancien DG adjoint, directeur de l'exploitation et de l'organisation du port, et Boukhari Abbas, opérateur privé. Des condamnations allant d'un an à trois ans de prison, dont deux fermes, avaient été prononcées aussi à l'encontre de quatre autres inculpés dans cette même affaire.

Selon l'arrêt de renvoi, les faits remontent à 2010 lorsque l'ex-P-dg du port d'Alger, Ali Farrah, son successeur Bourouai Abdelhak, ainsi que des employés de cet établissement avaient été arrêtés pour opérations de manutention concédées à des entreprises privées de transport de marchandises.

L'affaire avait éclaté suite à une plainte déposée par le propriétaire d'une société privée de transport qui avait reçu des mises en demeure pour faire sortir son matériel du port.

La plainte portait sur «la gestion douteuse du port, la dilapidation des fonds publics et des sociétés privées qui travaillaient illégalement avec des autorisations obtenues contre des pots-de-vin».

Abder B.